

Déclaration de l'Assemblée générale des professeur.es de Sciences économiques et sociales de Seine-St-Denis

Ce vendredi 12 Avril, nous avons décidé de ne pas participer aux ateliers de travail sur les nouveaux programmes de SES auxquels nous étions convoqué.es et de nous réunir en Assemblée générale.

Nous sommes plus de 80 à avoir fait ce choix, soit une large majorité des présents, et nous représentons 22 établissements du département.

Nous refusons la mise en place d'une réforme du lycée qui conduira à un accroissement des inégalités sociales et territoriales entre les élèves. Celle-ci instaure une orientation précoce et une logique de sélection omniprésente que nous rejetons. La mise en place de cette réforme se fait dans la précipitation et nous en percevons toutes les limites dans nos établissements : avec la baisse de moyens, la liberté de choix de spécialité promise n'est en réalité qu'une illusion.

Nous refusons la mise en place d'une réforme du lycée qui conduira à dégrader considérablement nos conditions de travail et les conditions d'enseignement pour nos élèves. Elle entraînera en effet une baisse du volume horaire global, des effectifs plus lourds, davantage de classes dans nos services, une mise en concurrence entre disciplines et une évaluation permanente qui se fera au détriment des apprentissages.

Nous continuerons à nous mobiliser contre cette réforme, y compris pendant les examens, et appelons nos collègues de SES des autres académies ainsi que ceux des autres disciplines à ne pas participer à la mise en place de la réforme du lycée et à poursuivre eux aussi la mobilisation.